

Comme introduction à la partie sérieuse de mes propos, j'ai choisi une observation de Sitting Bull, ce grand chef de la tribu des Sioux, qui, nul doute en réponse à une question du Toronto Star dans le cadre de sa nouvelle série d'articles sur les relations entre le Canada et les États-Unis, a dit un jour: "La viande de bison a le même goût des deux côtés de la frontière."

Cette citation reflète une facette de la réalité canadienne: nous faisons partie de ce continent. Le traitement réservé à Sitting Bull, lorsqu'il s'est réfugié de "notre côté de la frontière" en 1877 après avoir défait le général Custer, en reflète une autre. Quand ses guerriers et lui ont quitté leur asile temporaire dans notre territoire, ils ont été escortés jusqu'au 49^e parallèle par deux membres de la Police montée du Nord-Ouest. À la frontière les y attendaient des centaines de membres de la Cavalerie des États-Unis. En tant que Canadien des Prairies, j'ai été élevé dans la croyance que la différence dans la taille des forces en présence reflétait un respect différent de l'autorité au sein des sociétés qui ont suivi les Sioux. Je continue de le croire aujourd'hui, tout comme je crois plus globalement que nos deux collectivités ont su relever le défi nord-américain en appliquant des principes différents, à une allure différente.

Ce matin, je voudrais vous entretenir de l'allure du progrès et avancer l'opinion suivante: après avoir entretenu des doutes sur nous-mêmes pendant des décennies, nous, Canadiens, avons développé progressivement une confiance dans nos capacités qui nous permettra d'être des partenaires égaux dans l'évolution de ce continent.

Une bonne partie des discussions en Amérique du Nord au sujet des politiques du nouveau gouvernement ont porté sur des programmes spécifiques, sur des changements à apporter au Programme énergétique national ou à l'Agence d'examen de l'investissement étranger. Ces programmes feront effectivement l'objet de changements; nous en communiquerons les détails après le Discours du trône en novembre et une fois que nous aurons procédé aux consultations nécessaires avec les administrations et d'autres groupes canadiens concernés. Ce matin, plutôt que de spéculer sur ce que nous ferons, je voudrais discuter avec vous du pourquoi de nos actions. Je veux ouvrir un débat, non le fermer. Je veux vous faire part de certaines des hypothèses sur lesquelles je me fonde en tant que ministre senior du nouveau gouvernement et vous inviter